



Confédération Générale du Travail de la Guadeloupe

4, Cité Artisanale de Bergevin – 97110 POINTE-A-PITRE

☎ : (0590) 82.34.61 / 90.11.43 - ☎ : (0590) 91.04.00

E-Mail : cgtg.confederation@wanadoo.fr

Intervention de Jean Marie Nomertin, Secrétaire Général de la CGTG au congrès de la fédération santé et action sociale de la CGTG

Vendredi 9 février 2018.

Chers camarades

Je vous adresse ces quelques mots pour saluer votre 9^{ème} congrès et souligner en bref les grandes lignes de la CGTG dans le domaine de la fonction publique et singulièrement de la santé. Elles rejoignent les vôtres et c'est d'ailleurs grâce à ce que votre fédération santé et action sociale apporte à la CGTG en matière de revendications que nous pouvons enrichir nos analyses et nos revendications au niveau confédéral.

Cette année, la fédération santé a été mise à rude épreuve avec les conséquences de l'incendie du CHU.

Cet incendie a été un révélateur de la grande misère de l'hôpital, des carences considérables dans ce secteur pourtant vital pour la population. Contrairement à ce qu'a affirmé la ministre de la santé, l'alarme incendie ne s'est même pas déclenchée.

Nous avons pu voir ces derniers jours, à la télé, comment un collègue a souffert et souffre encore des inhalations de fumée toxique qui lui sont montées au cerveau. Le handicap est sévère.

C'est toute la politique du gouvernement en matière de santé publique qui s'est concentrée dans cet incendie du CHU de Pointe à Pitre-Abymes. Il s'agit d'une politique véritablement criminelle. Voilà donc à quoi a abouti la politique d'économie sur la santé publique que les gouvernements successifs ont mené depuis des années.

Ce qui guide leur politique est avant tout : faire des économies sur l'hôpital public, sur la santé publique, sur la vie de la population. Or une véritable politique juste dans ce domaine devrait être la satisfaction totale des besoins de la population en matière de santé. Nous le disons depuis longtemps : Il ne faut pas analyser la santé publique en terme comptable mais en termes de ce qui est nécessaire. Que le secteur santé publique soit déficitaire ne devrait poser aucun problème. Le bénéfice ne devrait être que l'amélioration de la santé de tous. L'argent nécessaire à la santé, il faudrait le prendre ailleurs.

Lorsque Macron s'apprête à doter les armées de 300 milliards d'euros d'ici 2025, cela nous montre bien les choix qui sont ceux du gouvernement :

Financer les guerres et non les besoins vitaux de la population

Tous ces milliards profiteront aux trusts marchands d'armes, d'avions, etc. qui font leur beurre en fabriquant des engins de mort.

Une partie de cette augmentation est aussi prévue pour renforcer les bases françaises dans le monde, notamment en Afrique. Des bases qui ont comme mission de défendre les intérêts économiques des trusts français.

Après les ordonnances travail, le gouvernement poursuit son œuvre de démolition avec, au programme, la réforme de la formation, l'alignement par le bas des différents régimes de retraite et de l'assurance chômage, celle du lycée et du baccalauréat, et la réforme de l'État. Cette dernière s'annonce destructrice. En plus du développement des contrats précaires et de la rémunération au mérite, le gouvernement projette en effet la disparition de services entiers et la mise en place comme dans le privé d'un plan massif de 120 000 suppressions d'emplois. On l'a vu, la semaine dernière, avec la mobilisation des salariés des maisons de retraite : la présence de personnel en nombre et qualifié au chevet des anciens n'est pas du gaspillage, c'est une nécessité sociale.

Il faut refuser cette logique consistant à dire que tout doit devenir rentable et profitable. Dans cette société où l'argent est roi, l'éducation, la santé, les transports collectifs, les services postaux, les télécommunications, l'approvisionnement en eau et en énergie, devraient être des services publics. Ils ne doivent pas être gérés pour le profit, ni être soumis aux lois du marché, stupides et inhumaines. Ils doivent satisfaire les besoins collectifs.

Ce qui se passe dans l'éducation, dans les Ehpad, les hôpitaux ou les transports, doit être l'affaire de tous. Dans l'offensive du gouvernement et de la bourgeoisie contre les classes populaires, il y a les attaques directes, les salaires qui baissent, les emplois supprimés, les congés rognés. Et il y a aussi ces remises en cause qui indiquent que la société, au lieu d'avancer, est en train de régresser. Et tout cela, simplement pour qu'une minorité de capitalistes puisse vivre en parasite sur la société.

Le mot d'ordre du congrès de votre fédération, à savoir, « *face à la violence des réformes la FSAS-CGT contre attaque* » est parfaitement justifié.

Les suppressions de postes annoncées sont une déclaration de guerre aux salariés de la fonction publique et à la population tout entière, au moment où la situation devient dramatique du fait des manques d'effectif dans les hôpitaux, les Ehpad.

Qu'il s'agisse d'un grand plan de départs dits volontaires ou du non-remplacement des départs en retraite, le travail reposera sur encore moins de monde et les conditions de travail se dégraderont encore. Au-delà, c'est bien sûr un nouveau coup porté aux milieux populaires touchés par le chômage – 120 000 jeunes en plus qui ne trouveront pas de travail – et par la dégradation continue des services publics.

Dès septembre, le gouvernement envisageait que l'État « réduise le périmètre de l'action publique » en abandonnant certaines missions, c'est-à-dire fasse passer un certain nombre de services au secteur privé. Introduire le privé et donc la logique du profit ne pourra que dégrader le service rendu et les conditions de travail des salariés, puisqu'il faudra avant tout dégager du profit pour les entreprises sous-traitantes.

Le gouvernement a déclaré qu'il voulait « *sortir du carcan statutaire* » Qu'est ce que cela veut dire ?

En clair, le gouvernement veut se donner les moyens de licencier ou de faire démissionner des travailleurs qui, jusqu'à présent, pouvaient penser être protégés par leur statut.

Mais l'offensive de l'État, qui agit là en tant que patron, montre bien que, pour les fonctionnaires comme pour tous les travailleurs, tout dépend d'abord du rapport de force entre exploités et exploités.

Le gouvernement veut pouvoir faire pression sur les travailleurs employés par l'État. Il veut, comme tous les employeurs et en leur nom à tous, faire baisser les salaires.

Dans le secteur public, depuis des années, tous les gouvernements remplacent les fonctionnaires par des salariés précaires. Aujourd'hui déjà, un employé sur cinq de l'État n'est pas fonctionnaire, c'est-à-dire que plus de 940 000 travailleurs y ont un statut précaire. Dans la fonction publique territoriale, c'est presque un sur quatre, et les collectivités embauchent plus de contractuels que de fonctionnaires. Le gouvernement affiche sa volonté d'aller plus loin, dans toutes les fonctions publiques. Pour Macron et les milieux patronaux qui l'entourent et l'inspirent, moderniser la fonction publique, c'est précariser l'ensemble de ses salariés.

Alors, camarades, il faut se préparer pour les prochaines luttes. Elles seront pour nous une nécessité vitale.

Chaque mobilisation devra être l'occasion pour nous d'entraîner le maximum de travailleurs. Notre force c'est cela, la lutte. Et c'est ce que craignent le gouvernement et ses serviteurs politiques.

Voilà camarades ce que je tenais à vous dire

IL me reste maintenant à vous souhaiter un très bon congrès et que votre congrès soit l'occasion d'un renforcement de votre fédération, qui est un des piliers de la CGTG.

Merci pour votre écoute.

Vive la fédération santé et action sociale de la CGTG

Vive la CGTG